

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/7
1^{er} décembre 1999

(99-5244)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

AUSTRALIE

Déclaration de M. Mark Vaile Ministre du commerce

C'est un honneur pour moi que de prendre la parole devant les participants à cette Conférence.

L'Australie soutient l'OMC avec ferveur et enthousiasme. Elle reconnaît le rôle capital qu'a joué l'Organisation ces 50 dernières années pour asseoir la prospérité mondiale.

Nous avons maintenant l'occasion, cette semaine à Seattle, de mettre à profit cette réussite et élaborer le programme concernant le commerce international pour le siècle prochain.

Je viens à Seattle en soutenant sans réserve le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales.

Un nouveau cycle se traduira pour chacun d'entre nous par d'importants avantages économiques – non seulement dans le domaine de l'agriculture, qui reste depuis trop longtemps en marge d'une véritable réforme, mais également grâce à une réduction des obstacles tarifaires auxquels se heurtent nos exportations de produits manufacturés et à une amélioration des conditions d'accès pour nos exportations de services.

Les travaux réalisés à la demande de l'Australie révèlent qu'une réduction de 50 pour cent du soutien et de la protection peut induire de considérables gains économiques à l'échelle mondiale d'environ 400 milliards de dollars EU par an.

Les négociations relatives à notre Déclaration ministérielle qui définit un mandat pour un nouveau cycle en sont à un stade critique: elles durent depuis près de onze heures.

L'agriculture est l'une des principales pierres d'achoppement. Lorsque j'étais Ministre de l'agriculture, je me suis souvent demandé comment certains des pays les plus riches du monde pouvaient justifier les énormes subventions agricoles qui faussaient les échanges. Pour l'Australie, une véritable réforme qui mette un terme à la discrimination dont est victime l'agriculture est essentielle. Je n'ai encore entendu personne qui ait été en mesure de justifier pourquoi il ne devrait pas en être ainsi. Depuis plus de 50 ans, nous assistons à l'élimination des droits de douane, des subventions et autres obstacles au commerce dans divers secteurs, mais pas dans l'agriculture.

Nous devons nous rappeler que le système commercial multilatéral vise principalement à maintenir un cadre de règles stable, à favoriser l'ouverture progressive générale des marchés, et à empêcher l'apparition de nouvelles limitations des échanges.

Il est en outre dans l'intérêt de chacun d'entre nous de faire en sorte que l'OMC demeure une institution stable et respectée.

L'OMC est accusée de nombreux maux – que ce soit sur le plan de l'environnement, de l'emploi, des disparités en matière de revenus ou du développement économique. Cela démontre que nous ne faisons pas assez pour promouvoir l'Organisation en tant qu'institution essentielle à la prospérité économique de chacun.

Nous avons répondu à ces accusations en nous employant plus activement à appeler l'attention de nos concitoyens sur les avantages qu'offre le commerce international en tant que faisant partie intégrante de la politique commerciale globale de l'Australie. J'exhorte les autres à faire de même.

En outre, nous pouvons aider l'OMC en tant qu'institution en n'élargissant pas trop son programme de travail. Nous devons éviter de nous enliser dans des questions sur lesquelles l'OMC n'a que peu d'influence et qui ne sont pas de son ressort. Nous devons également éviter d'introduire des questions susceptibles de servir des visées protectionnistes.

Parallèlement, les Membres de l'OMC ont déjà reconnu que, dans certains domaines, nos travaux empiètent manifestement sur d'autres domaines, tels les liens entre le commerce et l'environnement et les liens entre le commerce et le développement. Nous devons continuer à faire en sorte que les efforts que nous déployons pour libéraliser le commerce aillent dans le sens des objectifs environnementaux et favorisent la réalisation de l'objectif général du développement durable.

Seattle doit marquer le début d'un processus de négociation qui renforcera et consolidera l'OMC et le système commercial que nous avons mis sur pied depuis les années 40.

Je reste convaincu qu'un accord sur un mandat équilibré permettra d'aboutir à des résultats positifs dont nous tirerons tous des avantages réels.
